

CRÉATION DU SYNDICAT NATIONAL D'ALGÉRIE POSTE

Sidi Saïd invalide les travaux de la conférence d'Oran

Le patron de la Centrale syndicale, Sidi-Saïd, a pris la décision d'«invalider» les travaux de la conférence constitutive du syndicat national d'Algérie Poste qui s'est tenue à Oran le 12 avril 2001, selon Amar Younsi, premier responsable du syndicat d'entreprise d'Algérie Poste de la wilaya de Béjaïa.

Une conférence nationale constitutive du Syndicat national d'Algérie Poste «entachée d'irrégularités» sur le plan organique et qualifiée de «mascarade» par les représentants des postiers de plus de sept wilayas du pays, qui ont ouvertement menacé de démissionner de l'UGTA et de s'organiser en structure syndicale autonome d'Algérie Poste.

Une délégation représentant les wilayas de Tizi-Ouzou, Béjaïa, Bordj, Bou Arréridj, Blida, Constantine, Alger et Blida, a été reçue par le patron de l'UGTA, jeudi dernier, pour lui faire part des dépassements sur le plan organique et autres passe-droits observés lors de la conférence en

question, ayant débouché sur la désignation d'un conseil et d'un bureau «non représentatif» des travailleurs du secteur.

Les syndicalistes protestataires des postiers ont interpellé, à l'occasion le premier responsable de la centrale syndicale UGTA sur «l'urgence et la nécessité de sauver Algérie Poste et de sauvegarder le syndicat d'une dérive grave et dangereuse qui risque de prendre des proportions alarmantes et déstabiliser le secteur», selon Amar Younsi, syndicaliste de Béjaïa. «Les trois membres représentant les wilayas de l'Est qui devaient siéger dans le bureau national ont été désignés à l'insu des véritables délégués élus par la



Photo : Samir Sid.

Sidi Saïd promet une autre réunion électorale du syndicat national d'Algérie Poste.

base. Béjaïa était représentée par trois délégués à la conférence d'Oran mais nous avons été désagréablement surpris de constater

que notre représentant ne s'est même pas porté candidat dans la concertation des wilayas de l'Est, à l'instar des autres wilayas», a

indiqué pour conforter ses accusations le syndicaliste de Béjaïa, activement engagé dans la création du syndicat national des postiers.

Le patron de la Centrale syndicale, qui s'est montré au cours de cette rencontre «attentif» aux doléances des syndicalistes protestataires représentant les postiers de plus de sept wilayas, selon le président du conseil de wilaya du syndicat d'entreprise d'Algérie Poste de Béjaïa, s'est engagé à «invalider» les travaux de la conférence présidée par l'organique à la Centrale, Maïza Hocine, et sous l'égide du secrétaire général de la FNT-Ptic, Mohamed Choulak, et de provoquer une autre réunion électorale des «authentiques» représentants des travailleurs de la Poste dans les prochains jours.

A. K.

DÉBAT SUR L'OUVERTURE DE L'AUDIOVISUEL EN ALGÉRIE

«La fermeture menace la sécurité nationale»

«A cause de la fermeture du champ audiovisuel, l'Etat algérien est comme muet, n'arrivant même plus à porter sa voix et défendre ses positions dans le concert des nations», a constaté l'universitaire et ex-officier supérieur de l'armée, Ahmed Adhimi.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - En intervenant, hier, à l'occasion d'une conférence-débat organisée par le nouveau-né, le Club des anciens élèves de l'Ecole nationale supérieure de journalisme, au siège du quotidien *Ech-chaâb*, M. Adhimi qualifie la fermeture du champ audiovisuel de «menace contre la sécurité nationale».

Dans son argumentaire, l'universitaire a mis en avant l'«exclusion des leaders ou

des symboles nationaux». «Comment se fait-il qu'un symbole comme Ali-Yahia Abdenmour n'apparaît pas à la télévision nationale, que nos jeunes ne connaissent pas Ait-Ahmed...», s'interroge-t-il.

Chose qui pousse, selon ses termes, les jeunes Algériens à aller chercher d'autres «repères», ailleurs dans le monde. «Une chaîne défaillante chasse ses téléspectateurs vers d'autres fréquences, alors que maintenant notre ciel est ouvert à des milliers de chaînes étrangères qui nous imposent leurs points de vue, suivant des agendas politiques qui nous sont défavorables», a-t-il averti.

Et d'ajouter : «Dans ce contexte de tensions politiques, ils se tournent vers d'autres canaux pour s'informer sur leur propre pays.

Je ne reproche rien aux chaînes étrangères, elles sont libres, elles ont leur ligne éditoriale et politique et servent les capitaux qui les financent mais je dis au pouvoir algérien que le monde a changé et que les citoyens algériens sont de plus en plus conscients de leurs libertés et droits fondamentaux. On ne retient pas les leçons en Algérie et nous risquons le pire à cause justement du refus du débat contradictoire».

De son côté, Boualem Aïssaoui, producteur audiovisuel privé, a déconstruit l'argument de ceux qu'il qualifie de «porte-parole autoproclamé» du régime en place selon lequel les «conditions techniques ne sont pas encore réunies pour réussir l'ouverture du champ audiovisuel».

Il a souligné que «la presse privée n'a

pas reçu des managers clés en main, ils se sont tous forgés sur le terrain, profitant de l'ouverture en 1990», avant de suggérer de «libérer l'initiative», seule méthode devant améliorer le contenu et libérer les Algériens de l'emprise parabolique.

A la conférence de M. Aïssaoui intitulée «production audiovisuelle privée, prélude à l'ouverture du champ audiovisuel ?», s'en est suivie une autre intervention de Maâzouz Rezzigui, justement pour passer du constat aux propositions.

Il construit ainsi l'alternative en proposant le déploiement des établissements du secteur public qui joueront le rôle de locomotive dans cette ouverture et l'installation de mécanismes de régulation.

L. H.

NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

Le troisième ALSAT sera réalisé à Oran

Le nouveau satellite ALSAT.2B sera intégré et réalisé au Centre de développement spatial (CDS) à Oran. Un défi qui sera relevé par des jeunes ingénieurs algériens. C'est ce qu'a annoncé le directeur général de l'Agence spatiale algérienne (Asal).

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - «La même équipe de jeunes ingénieurs algériens qui a travaillé sur le satellite ALSAT.2A, lancé le 12 juillet dernier, relèvera, cette fois-ci, le défi en réalisant le nouveau ALSAT.2B. Il sera intégré au Centre de développement spatial à Oran», a précisé Azzedine Oussedik, directeur général d'Asal, hier en marge de l'Atelier national ALSAT.2A-Utilisateurs tenu à Alger. Pour lui, l'Algérie aurait ainsi franchi «un palier d'autonomie dans la réalisation de système spatial».

S'agissant de ALSAT.2A, il affirmait que depuis son lancement, «nous avons pris près de 10 000 produits images sur le monde entier et 1 500 sur l'Algérie». Des images versées dans différents secteurs tels que l'agriculture et le développement rural, les travaux publics, le transport, l'habitat et l'urbanisme, l'aménagement du territoire et l'environnement, la cartographie et la culture.

«Ces images régulières nous renseignent sur la situation du terrain en termes de ressources, de risques et de dégâts. Elles permettent ainsi une intervention rapide

et la mise en place de mesures préventives», explique-t-il encore.

Pour sa part, le ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication, Moussa Benhamadi, a assuré que

l'objectif de cette technique spatiale est «purement économique». «Le satellite ALSAT.2A fournit des images qui permettront de suivre l'évolution des différents projets et leur développement avec précision et apporte ainsi des solutions pour les activités industrielles et économiques», a-t-il souligné. Rappelant que cette technique s'inscrit dans

la stratégie e-Algérie, le ministre a précisé que «les prix appliqués par l'Asal sont inférieurs de plus de 20% par rapport aux prix internationaux».

Organisé par l'Asal, l'Atelier national ALSAT.2A-Utilisateurs vise à promouvoir l'imagerie satellitaire dans tous les secteurs utilisateurs et à encourager son utili-

sation. «Les experts et les différents utilisateurs ont développé des études pilotes sur les images d'ALSAT.2A.

Ils vont se définir les priorités accordées en vue de rentabiliser le satellite d'ici 5 ans, durée de vie minimale du satellite», dira le directeur général d'Asal.

R. N.

ELLE OUVRIRA SES PORTES EN SEPTEMBRE

Une école des métiers de comptabilité à Alger

L'Institut national supérieur de formation des métiers de comptabilité ouvrira ses portes en septembre prochain. Il sera domicilié provisoirement à l'Ecole nationale de journalisme de Ben Aknoun avant son déplacement définitif à Chéraga.

Irane Belkhedim - Alger (Le Soir) - L'Institut formera des experts-comptables et des commissaires aux comptes. S'étalant sur trois ans et dispensée à plein temps, cette formation sera sanctionnée par un stage de deux ans (l'étudiant devra produire un rapport semestriel) dans un cabinet.

«L'accès se fera sur concours et les meilleurs seront admis. Le programme tracé n'a rien à envier aux programmes internationaux et répond aux standards internationaux», a indiqué El Djemaâ Belaïd, expert-comptable, hier lors d'une conférence qui s'est tenue au Centre de presse d'El Moudjahid.

Insistant sur «la qualité» de cette formation, El Djemaâ Belaïd affirme que les langues étran-

gères y seront enseignées et que des modules de communication ont été intégrés afin que l'étudiant maîtrise les techniques de rédaction, d'intervention et de présentation dans le cadre de ses missions (rédaction de rapports, prise de parole lors d'une assemblée générale...).

Pour les étudiants venant des différentes wilayas, l'on prévoit un internat de 300 places à Koléa (école des impôts), dit-on.

«Le programme prend en charge la totalité de la demande qui est exigée d'un expert-comptable et d'un commissaire aux comptes. Il répond aux standards internationaux», explique l'expert-comptable Yahia Nouredine, précisant que les études seront axées sur les métiers de l'audit, les dimensions juridiques (modules d'analyses, de diagnostic et l'organisation dans les procédures de travail) et sur l'aspect économique. «Bien sûr, tout cela encadré dans un espace informatique».

Quant à la nouvelle réglementation qui régit la profession de comptable, les intervenants se

sont dit optimistes car cette dernière est à la hauteur des nouvelles normes. «Cette loi vient clarifier le rôle de l'expert-comptable puisque la confusion a régné dans le passé. Les nouvelles dispositions intègrent des obligations qui n'existaient pas, telles la formation et la qualité», soutient El Djemaâ Belaïd, affirmant que cette réglementation peut être insuffisante et peut se compléter et évoluer avec le temps.

Désormais, le commissaire aux comptes est désigné par un cahier des charges, une autorité de supervision publique existe, la formation est obligatoire... Autant de mesures, estime-t-on, qui encouragent la professionnalisation du métier.

«La nouvelle réglementation rehausse le niveau, protège le lecteur et l'utilisateur et lutte contre l'informel et économise à l'Etat 300 milliards de dinars», a souligné l'expert comptable Ali Mazouz.

I. B.